

BIRMANIE La foule acclame Aung San Suu Kyi en campagne

Des dizaines de milliers de personnes ont acclamé hier l'opposante birmane Aung San Suu Kyi lors d'un déplacement dans le sud du pays pour soutenir son parti avant les élections partielles du 1^{er} avril, vues comme un test de la sincérité des réformes du nouveau régime. La lauréate du prix Nobel de la paix est candidate aux législatives pour la première fois de sa carrière. Après un premier discours dans la ville de Dawei, de nombreuses voitures et motos ont suivi le cortège la menant de village en village, des enfants en uniforme scolaire l'acclamant sur son passage.

INSTITUTIONS Le chef de l'État béninois devient le nouveau président de l'Union africaine

BETHI BELAÏD / AFP



Thomas Boni Yayi a été élu, hier, président de l'Union africaine (UA) lors du sommet des chefs d'État et de gouvernement. Les premiers mots du nouveau président de l'UA ont été pour les deux Soudan, qu'il a appelés à avancer vers la démocratie. Les dirigeants doivent également désigner le président de la commission lors de ce sommet. Le sortant, le Gabonais Jean Ping, et la ministre sud-africaine de l'Intérieur, Nkosazana Dlamini-Zuma, sont candidats.

SYRIE L'escalade de la violence se poursuit

L'opposition syrienne entend faire monter la pression sur la communauté internationale, en particulier sur la Russie pour qu'elle lève son droit de veto, en vue d'une intervention de l'ONU dans le pays, où des affrontements ont encore fait au moins 22 morts hier, dont 16 militaires, un déserteur et cinq civils. Samedi, la Ligue arabe a suspendu sa mission d'observation après plus d'un mois de mission, accusant le régime de Bachar Al Assad d'avoir « choisi l'option de l'escalade ». Depuis mardi, les violences ont fait au moins 232 morts, dont 147 civils, selon les ONG. Les combats se rapprochent de la capitale.

Au Tchad, l'argent du pétrole finance surtout les armes

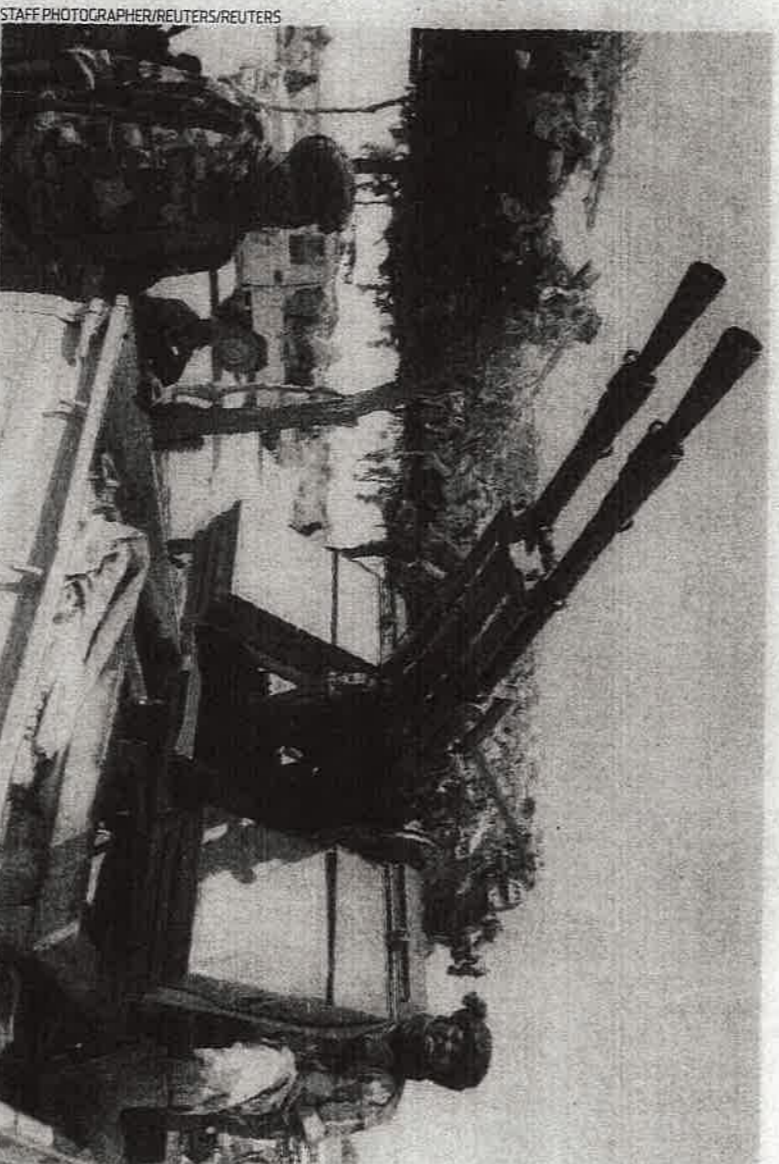
- ▶ La Croix rend compte en avant-première d'un rapport du CCFD - Terre solidaire sur les transferts d'armes au Tchad.
- ▶ Enrichi par l'argent du pétrole, l'État a multiplié ses achats d'armement.
- ▶ Le pays reste l'un des plus pauvres du monde.

Au début des années 2000, le Tchad envisageait l'avenir avec un certain optimisme. Ce pays d'Afrique centrale végétait, certes, en queue de peloton des nations les plus pauvres de la planète. Mais les premiers puits de pétrole commencent à être exploités et les barils à être exportés vers l'étranger. Les recettes de l'or noir devaient être affectées au développement et à la réduction de la pauvreté, comme le prévoyait la loi 001 de janvier 1999... Plus de dix ans ont passé et le Tchad reste collé à la 183^e place sur 187 pays, selon l'indice de développement humain des Nations unies.

Pire, une nouvelle crise alimentaire menace plusieurs régions maintenues sous perfusion par le Programme alimentaire mondial. Devant l'absence de progrès économiques, les acteurs du développement s'interrogent : où est passé l'argent du pétrole ? Un rapport rendu public aujourd'hui par le CCFD-Terre solidaire soulève une partie du voile. Sous le titre « *Le développement piégé* », l'ONG décrypte l'augmentation vertigineuse des transferts d'armes vers l'ancienne colonie française entre 2004 et 2010.

« *Les dépenses militaires du Tchad sont passées de 35,3 milliards de francs CFA (53 millions d'euros) en 2004 à 275,7 milliards de francs CFA (420 millions d'euros) en 2008, soit une multiplication par 7,79* », calculent les auteurs du rapport. En 2010, les achats d'armes s'élevaient encore à 154 milliards de francs CFA (234 millions d'euros). La défense reste le deuxième budget de l'État derrière les infrastructures, mais devant l'éducation ou la santé, des secteurs pourtant très faiblement développés.

Le président Idriss Déby, au pouvoir depuis 1990, martèle que la protection de son pays n'a pas de prix. Il justifie ses arbitrages budgétaires par l'instabilité de la région. De fait,



STAFF PHOTOGRAPHER/REUTERS/REUTERS

les dérives autoritaires du pouvoir ont conduit des opposants à reprendre les armes à partir de 2004. Les années suivantes, les groupes rebelles ont mené des raids de plus en plus audacieux, déstabilisant l'est du pays. « *Le soutien militaire et politique apporté par le Soudan aux groupes rebelles tchadiens va donner une dimension régionale à la guerre civile au Tchad* », précise le rapport.

Selon le rapport du CCFD-Terre solidaire, « la France et l'Ukraine ont été les deux plus gros fournisseurs de matériels militaires » entre 2005 et 2010.

Cette guerre entre le Tchad et le Soudan par rébellions locales interposées a culminé en 2008. Du 28 janvier au 3 février, un raid des rebelles appuyés par Khartoum a pénétré à N'Djamena et atteint les portes du palais présidentiel. Soutenu par la France et la Libye, Idriss Déby a renversé la situation in extremis. Pendant et après la crise, le gouvernement a signé des chèques aux marchands d'armes. En 2008, le gouvernement a utilisé 7,1 % de son produit intérieur brut pour les dépenses militaires, contre 2,3 % pour la France ou 1,5 % pour le Brésil.

Après 2008, le calme est revenu

peu à peu dans le pays. Les rébellions ont désarmé à l'Est. Tchad et Soudan ont enterré la hache de guerre. Une brigade commune surveille désormais la frontière. « *Les experts du Fonds monétaire international estiment que, depuis la signature de l'accord de paix avec le Soudan, le 15 janvier 2010, les recettes affectées aux secteurs sociaux auraient dû être plus*

élévées. Aujourd'hui, il n'en est rien

», insiste le CCFD-Terre solidaire. Le gouvernement ne s'équipe pas seulement d'armes légères, d'uniformes ou de protections pour ses soldats. Il achète de l'armement lourd. L'armée de terre compterait une soixantaine de chars, des véhicules de combat léger, des pick-up équipés de missiles de type Milan de fabrication française, des hélicoptères de combats, des avions d'attaque au sol de type Sukhoï, un Antonov... « *La France et l'Ukraine ont été les deux plus gros fournisseurs de matériels militaires* » entre 2005 et 2010, note le rapport.

Une partie des armes vendues aux

Tchad sont détournées de leur usage, du fait du manque de vigilance des États exportateurs. Des avions de fabrication suisse à usage civil ont été transformés en bombardiers. Des fusils israéliens ont transité par le sol tchadien avant d'être cédés à un mouvement rebelle soudanais, le JEM. Ce groupe armé a aussi déployé au Darfour, dans l'ouest du Soudan, des missiles Milan d'origine française. « *Aucun contrôle ne serait exercé sur la gestion des stocks d'armes* », déplore le rapport.

Ces dépenses ont des conséquences très directes sur le développement du pays. « *Une grande partie des ressources est affectée à l'effort de guerre et au rééquipement de l'armée nationale* », déplore en 2009 l'ONG International Crisis Group. Pour certains spécialistes, plus de la moitié de l'argent du pétrole serait même consacré à la sécurité. Des sommes invérifiables, en l'absence d'organismes de contrôle. Autre effet de la course à l'armement, la prolifération d'engins de petits calibres augmentant l'insécurité et exacerbant les conflits communautaires.

OLIVIER TALLÉS

SUR WWW.LA-CROIX.COM
Lisez l'intégralité du rapport du CCFD.

Soldats de l'armée tchadienne, postés près de la région du Darfour, au Soudan, en 2007. La guerre entre le Tchad et le Soudan par rébellions locales interposées a justifié, selon le président tchadien, les dépenses militaires pour assurer la sécurité du pays.

PAROLES ZOBEL BEHALAL

Responsable de la campagne

« Contrôlez les armes » au CCFD-Terre solidaire

« Il faut un traité sur le commerce des armes »

« Ce rapport sur les transferts d'armes au Tchad met l'accent à la fois sur la responsabilité des pays exportateurs et de l'État acheteur. Il témoigne de l'urgence de mieux encadrer le commerce des armes. Une conférence visant à aboutir à un traité en ce sens sera organisée à l'ONU en juin. Mais il faut un texte efficace et contraignant : les États exportateurs doivent s'assurer au préalable que les transferts d'armes ne vont pas saper les efforts de développement des pays importateurs ou accentuer les violations des droits de l'homme. Cet accord doit couvrir le matériel de sécurité de police. Lors du "printemps arabe", on s'est rendu compte que les populations civiles pouvaient être la cible des forces de maintien de l'ordre. Ce traité doit, enfin, mettre l'accent sur le contrôle des armes après leur vente, et exiger la transparence lors de la transaction. »

RECUEILLI PAR O. T.